



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'environnement, de la coordination  
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION COMPLÉMENTAIRE  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 18829 du 20 juillet 2010 modifié  
autorisant la société FORBO CHATEAU RENAULT SAS à poursuivre ses activités  
situées Parc Industriel Ouest à Château-Renault**

**DECAT/BE/ N° 21505**

référence à rappeler

**Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu :**

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 18829 du 20 juillet 2010 modifié autorisant la société FORBO CHATEAU RENAULT SAS à poursuivre ses activités situées Parc Industriel Ouest à Château-Renault ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19222 du 23 avril 2012 modifiant la situation administrative de la société FORBO CHATEAU RENAULT SAS située Parc Industriel Ouest à Château-Renault ;
- l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- le porter à connaissance déposé par la société FORBO CHATEAU RENAULT SAS le 9 octobre 2025 et complété le 15 octobre 2025, relatif au projet de station de pré-traitement physico-chimique des eaux résiduaires et la demande de révision des valeurs limites d'émission (VLE), dans ces eaux, des paramètres DBO<sub>5</sub> et DCO ;
- le rapport de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2026 faisant suite à la visite d'inspection du 17 décembre 2025 du site FORBO CHATEAU RENAULT SAS ;
- l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2025 portant décision d'exonération d'évaluation environnementale après examen au cas par cas ;
- les éléments de réponse transmis par l'exploitant le 23 janvier 2026 suite aux constats réalisés lors de la visite d'inspection du 7 janvier 2026 précitée, notamment le planning prévisionnel relatif à l'implantation et la mise en œuvre de la station de pré-traitement physico-chimique ;
- le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 19 mars 2026 ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 20 mars 2026 et ayant fait l'objet d'un accord de sa part par courriel du 26 mars 2026 ;

### Considérant ce qui suit :

- au vu de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 précité, l'exploitant a transmis son positionnement relatif à la surveillance et aux valeurs limites d'émission pour les paramètres Chrome, Chrome hexavalent et Zinc ;
- la demande de l'exploitant, relative à la modification des VLE des paramètres DBO<sub>5</sub> et DCO dans les eaux résiduaires, est compatible avec les VLE définies à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;
- suite à la réunion organisée le 21 octobre 2025 à l'initiative de l'exploitant, à laquelle ont participé l'inspection des installations classées et le gestionnaire délégué de la STEP de Château-Renault, ce dernier ne s'est pas opposé à la modification des VLE des paramètres DBO<sub>5</sub> et DCO telle que proposée par l'exploitant ;
- l'implantation d'une station de pré-traitement physico-chimique des eaux résiduaires est rendue nécessaire afin que ces dernières soient totalement conformes aux prescriptions applicables ;
- l'exploitant a proposé un échéancier pour l'implantation et la mise en œuvre de la station de pré-traitement physico-chimique des eaux résiduaires ;
- la demande de l'exploitant constitue une modification notable mais non substantielle et, au vu des catégories de projets décrite à l'annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, n'est pas soumise à évaluation environnementale ;
- les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site, non contraires au présent arrêté, restent applicables et sont de nature à assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- par conséquent, il y a lieu d'en prendre acte ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 18829 du 20 juillet 2010 modifié autorisant la société FORBO CHATEAU RENAULT SAS à poursuivre ses activités situées Parc Industriel Ouest à Château-Renault sont complétées et/ou modifiées selon les dispositions du présent arrêté.

### Article 2 – Modifications

Les prescriptions de l'article 4.3.9.1. de l'arrêté préfectoral n° 18829 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 4.3.9.1. Rejets dans une station d'épuration collective

*Sans préjudice des dispositions fixées dans la convention de rejet, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau public d'assainissement de la commune de Château-Renault et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies ci-dessous.*

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Cf. repérage du rejet défini à l'article 4.3.5

Débit de référence	Maximal : 130 m <sup>3</sup> /j	Moyen journalier : 85 m <sup>3</sup> /j		Moyen mensuel : 2550 m <sup>3</sup> /mois
Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux moyen mensuel (kg/j) ou flux spécifique moyen mensuel
MES	500	300	30	25,5
DBO <sub>5</sub>	800	500	50	43
DCO	2000	1600	160	136
N total	150	75	10	7,5
P total	25	15	1,5	1,5
Cu	0,5	0,3	0,03	0,03
Cr	0,15	0,1	0,01	0,01
Cr6	0,1	0,05	0,005	0,005
Zn	1,2	0,8	0,08	0,08

Les prescriptions de l'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral n° 18829 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto-surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Eaux pluviales issues du rejet vers le milieu récepteur :		
MES	Ponctuel	Annuelle
DBO5		
DCO		
P total		
Hydrocarbures		
Eaux résiduaires et domestiques après épuration issues du rejet interne :		
Débit	Enregistrement en continu	
pH		
Température		
MES	24 h	Mensuelle
DBO5	24 h	
DCO	24 h	
N total	24 h	
P total	24 h	
Cu	24 h	Trimestrielle
Cr	24 h	Mensuelle
Cr6	24 h	
Zn	24 h	

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
pH	
Température	
MES	
DBO <sub>5</sub>	
DCO	
N total	
P total	
Cu	
Cr	
Cr6	
Zn	

## **Article 3 – Délais d’implantation et de mise en œuvre de la station de pré-traitement physico-chimique des eaux résiduaires**

### **Article 3.1 – Implantation de la station de pré-traitement**

La station de pré-traitement sera implantée dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3.2 – Mise en œuvre puis validation de la conformité du rejet en sortie de la station de pré-traitement**

La mise en œuvre puis la validation de la conformité du rejet en sortie de la station de pré-traitement seront réalisées dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l’article L.514-6 du code de l’environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l’article R.181-50 du code de l’environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l’article L.181-3 du code de l’environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l’affichage en mairies de l’acte, dans les conditions prévues à l’article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l’application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l’article L.181-3 du code de l’environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d’Indre-et-Loire, Service interministériel d’animation des politiques publiques, bureau de l’environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l’article R.181-50 du code de l’environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit obligatoirement, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux ou d’irrecevabilité, être notifié à l’auteur de la présente autorisation environnementale et à son bénéficiaire. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (article R.181-51 du code de l’environnement).

## **Article 5 – Mesures de publicité**

Conformément aux dispositions de l’article R.181-44 du code de l’environnement, et en vue de l’information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Château-Renault et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Château-Renault pendant une durée minimum d’un mois ; procès-verbal de l’accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de la maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Indre-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, la maire de Château-Renault et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Tours, le 31 mars 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,

*signé*

Florence GOUACHE